



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

F

# CONFERENCE REGIONALE DE LA FAO POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

## Trente-troisième session

Santiago (Chili), 6-9 mai 2014

**Deuxième groupe de discussion: Défis à relever pour le développement durable et l'adaptation au changement climatique dans la région Amérique latine et Caraïbes (après 2015)**

## Résumé

1. Vingt ans après le Sommet de Rio, et compte tenu des progrès réalisés en matière de lutte contre la pauvreté, la sous-alimentation et la faim, et de l'augmentation de la production de denrées alimentaires, la région Amérique latine et Caraïbes se trouve plus à même d'assurer le développement durable. Toutefois, la région est confrontée à des situations de changement toujours plus considérables, y compris la nécessité de modifier les modes de production et de consommation alimentaires, l'engagement moral de mettre fin à la pauvreté, le besoin urgent de diminuer les émissions de gaz à effet de serre et de s'adapter aux effets du changement climatique, la nécessité de renforcer les investissements publics et privés à l'appui du développement durable, et le besoin urgent de lutter contre les inégalités et l'insécurité alimentaire dans un contexte de croissance démographique ininterrompue.

2. Les pays de la région renforcent actuellement leurs politiques agroenvironnementales et sociales, mais la conjugaison de phénomènes comme l'érosion, le déboisement, la désertification, le changement climatique, la croissance démographique, la répartition inégale des richesses et l'instabilité économique fait courir de plus en plus de risques aux systèmes alimentaires et agricoles, et par conséquent, à la sécurité alimentaire, qui se trouve également affectée par l'extrême volatilité des prix des produits agricoles résultant de la crise économique mondiale (FAO, 2013).

3. La gouvernance, la coordination et la cohérence de l'action publique pour soutenir les politiques de développement rural durable, la gestion des connaissances et des innovations, et de nouvelles sources de financement, ont un rôle déterminant à jouer à l'heure de relever les défis posés par la transition des systèmes alimentaires et agricoles vers un développement durable qui soit à même de garantir la sécurité alimentaire des générations présentes et futures tout en préservant l'environnement.

*Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org)*



mj778f

## **Développement durable pour l'alimentation et l'agriculture: La vision de la FAO dans le contexte régional**

4. Lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement rural (Rio+20), les pays se sont réaffirmés disposés à assurer la sécurité alimentaire des générations présentes et futures et à favoriser des modes de production alimentaire durables. Le Secrétaire général des Nations Unies a appelé la communauté internationale à participer au Défi Faim zéro et a exhorté tous les partenaires à redoubler d'efforts afin d'éradiquer la faim une bonne fois pour toutes.

5. Pour supprimer la faim dans le monde, il est nécessaire d'augmenter considérablement la production alimentaire face à une demande qui va croissant, et de favoriser une transition plus marquée vers une agriculture durable. Le développement et l'amélioration de l'agriculture impliquent l'adoption d'approches innovantes qui prennent en compte la question du développement durable à l'appui des personnes et de l'environnement. Pour assurer un développement durable, il est nécessaire de rendre la préservation des ressources naturelles compatible avec une croissance inclusive du point de vue économique et social à l'égard des populations qui occupent les différents biomes de la région; ainsi, il convient d'augmenter la production agricole, animale, forestière et halieutique en même temps que l'on préserve l'environnement.

6. Dans le contexte régional, il est nécessaire d'examiner les possibilités qui s'offrent et les défis qui se posent aux pays à l'heure d'assurer le développement durable des systèmes alimentaires et agricoles en harmonie avec la préservation de l'environnement, compte tenu du fait que la dégradation de l'environnement affecte les pauvres directement et de manière disproportionnée et épuise les ressources accessibles aux générations futures pour lutter contre la faim et la pauvreté.

7. La région Amérique latine et Caraïbes est l'une des plus riches en ressources naturelles, et elle est l'un des plus grands réservoirs de biodiversité du monde. Grâce à la croissance des secteurs de l'agriculture et de l'élevage, elle est devenue l'un des «greniers de la planète». Cependant, la hausse de la production est généralement allée de pair avec l'utilisation intensive d'intrants, la dégradation des sols et des eaux, la réduction de la biodiversité et le déboisement, selon une logique axée sur les marchés qui non seulement met en danger la qualité et la disponibilité des ressources naturelles, mais aussi les modes d'existence des personnes, en particulier de celles qui sont les plus vulnérables, comme les agriculteurs familiaux, les populations autochtones, les «peuples de la forêt» et d'autres. Contrairement à ce que prévoit le programme de suivi des Objectifs du Millénaire pour le développement (CEPALC 2012), la région n'est pas parvenue à enrayer les processus de dégradation de l'environnement et de la biodiversité, et dans un même temps, les populations les plus pauvres se retrouvent confrontées à un plus grand risque de catastrophes en raison du changement climatique et des dangers naturels.

8. Comme l'indiquent les enjeux du développement durable, il convient de disposer d'une feuille de route de l'après-2015 plus ambitieuse et mieux adaptée aux possibilités de la région, avec des liens précis entre les programmes de lutte contre la pauvreté et de préservation de l'environnement dans le cadre des politiques publiques. La région a les moyens de progresser avec des niveaux d'inclusion, de participation et d'égalité sociale plus élevés, une plus grande durabilité environnementale et davantage de résilience face aux catastrophes, à condition qu'elle concentre ses efforts sur les lacunes qu'il reste à combler. La seule croissance économique n'est pas suffisante, et il est nécessaire de disposer d'un modèle fondé sur les droits, l'équité et le développement durable de l'environnement qui tienne compte des limites existantes.

9. Pour ce faire, il est important de renforcer les politiques qui favorisent la valorisation des biens et services écosystémiques, ainsi que le rôle des systèmes agricoles et alimentaires à l'appui du développement environnemental, économique et social des territoires ruraux. Le renforcement de l'agriculture familiale, les systèmes de production traditionnels et les circuits courts de commercialisation sont des thèmes pertinents pour la diversité des économies locales et le programme de développement durable. En outre, il est nécessaire de renforcer la coordination et l'harmonisation des politiques publiques pour assurer un développement durable et l'intégration efficace de mesures incitatives dans l'action publique, à l'aide de décisions pratiques, fruits d'un processus qui implique différents secteurs et niveaux de gouvernement et adapte les politiques à une vision stratégique ciblée favorisant l'élaboration de projets de différente ampleur et la définition d'objectifs multiples. En somme, pour assurer le développement durable de la région, il convient de renforcer la capacité des États de fournir des orientations aux acteurs publics et privés qui participent au processus par le biais d'un exercice approfondi de coordination et de cohésion de l'action publique et d'une implication à tous les niveaux.

10. Ainsi, quatre défis sont à relever en matière de développement durable, en adoptant une approche agro-environnementale régionale fondée sur la lutte contre la faim et la malnutrition. Ces défis sont intimement liés les uns aux autres, et nécessitent la participation de différents acteurs, y compris les gouvernements, les instituts de recherche et les universités, la société civile et le secteur privé.

***Défi 1: Renforcer la résilience des systèmes alimentaires et agricoles face au changement climatique et pour s'adapter à ses effets***

***Défi 2: Améliorer le rendement au niveau de la production et de la consommation alimentaires***

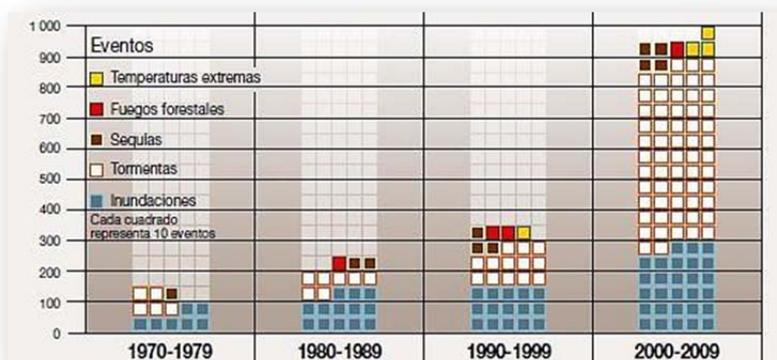
***Défi 3: Préserver, protéger et améliorer l'état des ressources naturelles***

***Défi 4: Renforcer et protéger les moyens d'existence ruraux et le bien-être social***

***Défi 1: Renforcer la résilience des systèmes alimentaires et agricoles face au changement climatique et pour s'adapter à ses effets***

11. Le changement climatique est devenu une réalité pour la région Amérique latine et Caraïbes. Au cours des dernières décennies, les épisodes climatiques extrêmes se sont multipliés, et selon le modèle de changement prévu, la région peut s'attendre à une plus grande aridité dans les zones actuellement sèches et à davantage de précipitations dans les zones humides. Par conséquent, tant le changement des modèles climatiques de la région que les régimes de températures et de précipitations impliquent des altérations au niveau des systèmes agroécologiques et une augmentation des risques encourus par les producteurs.

12. La variabilité croissante du climat a déjà des répercussions négatives sur les différents aspects de la sécurité alimentaire, avec une incidence sur la production et l'accès aux aliments et à la nutrition. Les producteurs pauvres se trouvent plus affectés par les répercussions néfastes de ce phénomène. On estime que d'ici à 2050, les pertes de productivité qui en résultent entraîneront une baisse de 3 à 17 pour cent du PIB agricole dans certains pays de la région (CEPALC, 2012), principalement à cause de la diminution ou de la perte de récoltes.



**Courbe d'évolution des épisodes hydrométéorologiques extrêmes dans la région Amérique latine et Caraïbes, 1970-2010**

Source: PNUE/CEPALC/GRID (2010), Graphique: Nieves López Izquierdo

13. Au vu de cette situation, il est crucial d'investir dans l'adaptation des systèmes agricoles et alimentaires afin d'assurer la durabilité de la production de vivres pour les générations futures. Des efforts sont également nécessaires pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Au niveau régional, les sources d'émissions les plus importantes sont le changement d'utilisation des sols, à hauteur de 46 pour cent, et le secteur agricole, à 20 pour cent (CEPALC, 2012). Cinq des dix pays du monde qui présentent le plus fort taux d'émissions nettes de gaz à effet de serre causées par la conversion de forêts se trouvent en Amérique du Sud (Source: FAOSTAT). De la même manière, la FAO estime que le secteur de l'élevage de la région pourrait réduire de 18 à 29 pour cent ses émissions de gaz à effet de serre (FAO, 2013b) uniquement en améliorant les pratiques de qualité et de gestion des pâturages, à la santé animale et aux conditions de pâturage.

***Relever le défi de l'adaptation aux effets du changement climatique:***

14. Au niveau des politiques publiques, il est essentiel d'identifier les différentes sources de financement nécessaires pour soutenir l'adaptation aux effets du changement climatique. Les pays doivent explorer et renforcer les possibilités d'augmenter les investissements publics et privés à l'appui de l'adaptation des secteurs de l'agriculture, de l'élevage, des forêts et des pêches, comme notamment les systèmes de paiement des services écosystémiques, les impôts directs et indirects, les crédits, ou encore la réaffectation de budgets publics (CEPALC, 2012). Il convient aussi d'améliorer l'accès à des fonds «carbone» au niveau mondial. D'autre part, il est nécessaire de renforcer les tribunes d'échange de connaissances et la coopération Sud-Sud en matière de stratégies et de dispositifs d'adaptation des systèmes agricoles et alimentaires.

15. Dans le domaine institutionnel, les principaux défis à relever sont le renforcement i) de la recherche, de l'innovation et du développement à l'appui de l'adaptation aux effets du changement climatique; ii) de la gestion des risques; iii) de la planification territoriale afin de gérer les zones à risque; et iv) de la gestion intégrale des ressources hydriques au niveau des bassins versants. Au niveau technique, il convient de renforcer la capacité des producteurs en vue de leur adaptation à une agriculture «intelligente face au climat», en mettant en œuvre des pratiques durables pour l'exploitation des ressources naturelles et la réduction des risques liés au climat; une plus grande efficacité énergétique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole, comme avec les systèmes agrosylvopastoraux et les systèmes intégrés alimentation-énergie.

***Défi 2: Améliorer le rendement au niveau de la production et de la consommation alimentaires***

16. Le changement des modèles de production et de consommation est un élément central de la transition des systèmes alimentaires et agricoles vers le développement durable. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, le secteur de l'élevage apporte des contributions importantes sur le plan du PIB, des exportations, de l'emploi et du bien-être rural. On observe un système de production

bimodal, avec d'une part de grands producteurs axés sur l'exportation, et d'autre part, de petits producteurs qui cherchent à satisfaire les marchés locaux et dont la production est une composante clé de la sécurité alimentaire (FAO, 2014).

17. **Intensification durable:** Au niveau mondial, au cours des 50 dernières années, la productivité agricole a augmenté en ce qui concerne la surface cultivée (celle-ci étant passée de 0,45 ha à 0,25 ha par habitant), grâce à l'application de nouvelles technologies (amélioration des variétés, engrais inorganiques et pesticides). Cette stratégie réduit le rendement des systèmes de production en raison des coûts élevés des intrants, et a sur l'environnement des répercussions comme la dégradation des sols et la pollution de l'eau qui ne sont pas reconnues par les producteurs (FAO, 2012). En effet, une intensification de la production n'entraîne pas nécessairement un allègement de la pression exercée sur les ressources naturelles (FAO, 2013a).

18. Au cours des deux dernières décennies, la hausse de la productivité dans la région Amérique latine et Caraïbes était due à l'amélioration de l'efficacité de production, avec une augmentation de l'utilisation d'intrants (produits agrochimiques), selon la logique du marché. On retrouve ce modèle dans le secteur des pêches, hautement concentré et, dans le secteur de l'élevage, même s'il existe de nombreuses possibilités de réduire l'empreinte environnementale de l'élevage sans que la production s'en trouve affectée (FAO, 2013b).

19. **Réduire les pertes de produits alimentaires:** Dans la région, les pertes de produits alimentaires s'élèvent à 220 kg par habitant et par an, principalement lors des phases de production et de vente au détail. Les pertes de produits alimentaires limitent considérablement l'accès aux denrées alimentaires et leur disponibilité, elles entraînent une augmentation des besoins en intrants et, de manière indirecte, de plus fortes émissions de gaz à effet de serre (FAO, 2012a).

### ***Améliorer le rendement: Comment relever le défi***

20. Il convient de renforcer les politiques publiques qui visent à encourager *l'utilisation rationnelle des ressources*, tant au niveau des agro-industries qu'à celui des producteurs agricoles. Il est important de veiller à ce que les bonnes pratiques soient appliquées tant dans des conditions rendues instables par les effets du changement ou par le fonctionnement des marchés (FAO, 2013). Il est nécessaire de *renforcer les investissements dans l'innovation et la recherche* sur des techniques et des mesures d'incitation fondées sur des pratiques durables qui tiennent compte de la réalité et du contexte de chaque pays.

21. Afin de réduire les nombreuses pertes de produits alimentaires durant la phase de production, il convient de concentrer les efforts sur les premiers maillons de la chaîne, notamment les petits producteurs (FAO, 2012a). Ces mesures doivent être assorties de campagnes de sensibilisation axées sur les consommateurs qui mettent l'accent sur l'importance de réduire leur empreinte environnementale en évitant la perte de produits alimentaires.

### ***Défi 3: Préserver, protéger et améliorer l'état des ressources naturelles***

22. Du point de vue écologique, la région Amérique latine et Caraïbes est la plus variée du monde; elle abrite entre 30 et 50 pour cent des espèces animales et un quart des forêts de la planète. Cette immense biodiversité peut constituer une importante source de revenus et d'emploi dans de nombreux pays (CEPALC, 2012).

23. Les producteurs agricoles et les éleveurs sont les principaux gestionnaires des ressources naturelles, sur le plan de l'occupation des terres et du fait qu'ils sont responsables de 72 pour cent des prélèvements d'eau; cela fait d'eux des acteurs de premier plan pour ce qui a trait à la préservation du patrimoine naturel, et ils sont en mesure de rendre de nombreux services environnementaux à la communauté.

24. Les systèmes de production actuels font subir des pressions multiples aux écosystèmes, en particulier aux forêts. Entre 2005 et 2010, la conversion de forêts due à l'élargissement des frontières agricoles de la région s'est chiffrée à 3,95 millions d'hectares par an, principalement en Amérique du Sud. Le taux de changement annuel était trois fois plus élevé dans la région que pour le reste du monde. Il faut savoir que le changement d'utilisation des sols est responsable d'une hausse des émissions de gaz à effet de serre en Amérique latine et Caraïbes, et que ce sont les grandes étendues de monocultures axées sur le marché, ainsi que l'élevage intensif, qui font courir les plus graves dangers à la biodiversité et dégradent le plus les sols.

***Préserver les ressources naturelles: Comment relever le défi***

25. Pour assurer la transition vers un avenir plus durable, il convient d'intégrer et de renforcer une approche écosystémique de la production agricole dans les politiques publiques et d'encourager les meilleures pratiques susceptibles de tirer parti des synergies entre les différents systèmes de production, afin d'obtenir des résultats positifs au niveau des trois axes suivants: renforcement de la production, préservation de la biodiversité et soutien aux moyens d'existence des populations locales. Cette transition ne sera envisageable qu'en tirant parti des possibilités de revenus qu'offre la biodiversité. L'approche adoptée doit être renforcée par une meilleure articulation intersectorielle à tous les niveaux.

26. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, il existe de nombreux exemples d'intégration de la production et de la préservation de la biodiversité, notamment les systèmes autochtones et traditionnels de production agroalimentaire, les agriculteurs familiaux, la préservation de l'agrobiodiversité, la gestion des ressources partagées et la protection des ressources naturelles. Grâce à ces efforts, et notamment à l'augmentation des zones forestières destinées à des utilisations productives non ligneuses - systèmes agroforestiers et utilisation des forêts comme puits de carbone -, les activités de déboisement ont reculé de 20 pour cent au cours des cinq dernières années (CEPALC-FAO-IICA, 2013).

27. Pour assurer une meilleure intégration des politiques de production, de conservation et de bien-être social, il est nécessaire de mettre en place des systèmes de planification et d'aménagement du territoire à différentes échelles, du niveau national au niveau local, avec la participation d'un large éventail d'acteurs. Il existe actuellement deux types de stratégies de mise en œuvre des politiques agroenvironnementales: i) des politiques d'«économie des terres» (land sparing), qui accordent la priorité aux zones les plus productives pour la production agricole et l'élevage et destinent les zones de moindre potentiel à la protection de la biodiversité, et ii) des politiques de «partage des terres» (land sharing), qui visent à protéger la biodiversité et la production agricole dans le même espace territorial (FAO-Brésil, 2014).

28. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, on a mis en place des systèmes de production intensive et créé des zones protégées, et le nombre de ces dernières a doublé entre 1990 et 2000 (CEPALC, 2012). Cependant, l'attribution de ressources ne permet pas toujours d'assurer une protection efficace, car ces zones se retrouvent exposées à l'intrusion de systèmes agricoles. En ce qui concerne le «partage des terres», les avantages de l'intégration de systèmes agrosylvopastoraux ont été amplement démontrés dans la région (FAO-Brésil, 2014); elle entraîne une hausse des revenus des producteurs (CEPALC, 2012) et contribue à la mise en place d'agroécosystèmes plus résilients et dont la biodiversité est plus riche.

29. L'enjeu essentiel consiste à établir un équilibre entre ces deux stratégies selon une approche territoriale, compte tenu des conditions du biome et du contexte global. Il existe des incompatibilités et des synergies entre les objectifs qui visent l'augmentation de la productivité, la préservation des ressources naturelles et l'appui aux moyens d'existence ruraux.

30. Il convient de renforcer les instruments financiers pour encourager les agriculteurs familiaux à assumer les coûts d'adaptation de leurs systèmes de production liés à la préservation et à l'utilisation durable des ressources, par exemple avec la fourniture d'un appui technique, l'achat de semences créoles, l'utilisation de bons pour des aliments sains, ainsi que des systèmes de paiement des services écosystémiques. Il est donc important de sensibiliser davantage les consciences aux services écosystémiques que fournissent les systèmes de production durables, et d'orienter les consommateurs vers les denrées alimentaires produites de manière responsable, par exemple par le biais de systèmes de certification ou de commerce équitable.

#### ***Défi 4: Renforcer et protéger les moyens d'existence ruraux et le bien-être social***

31. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, les moyens d'existence de la population rurale – ainsi que l'accès aux aliments – dépendent dans une large mesure de l'agriculture. Celle-ci constitue une importante source d'emplois, même si en général, ces emplois se caractérisent par un fort taux d'informalité, excluant ainsi un grand nombre de travailleurs des systèmes de sécurité sociale. Ces derniers sont souvent payés sous le seuil du salaire minimum, avec à la clé une forte incidence sur les taux de pauvreté et d'indigence. Quant aux femmes, leur participation au marché du travail est faible – entre 30 et 40 pour cent (FAO, 2013).

32. Dans de nombreux pays, l'agriculture familiale est le secteur le plus important pour ce qui est de soutenir les moyens d'existence de la population rurale. L'un des principaux facteurs qui entravent le développement des agriculteurs familiaux est l'accès limité aux ressources de production, en particulier la terre et l'eau. Au niveau de la région, on observe une concentration croissante des terres, et celles-ci sont de plus en plus détenues par des étrangers (CEPALC-FAO-IICA, 2013). Les femmes et les peuples indigènes en particulier n'ont qu'un accès restreint aux ressources de production et à la propriété foncière (CEPALC, 2012). Par ailleurs, le fait que les petits producteurs aient du mal à s'assurer de leur propriété est l'une des principales entraves aux possibilités d'investissement dans des pratiques plus durables.

#### ***Améliorer les moyens d'existence ruraux: Comment relever le défi***

33. Les principales approches envisageables sont les suivantes (CEAL-IICA-FAO, 2013):

- Stimuler l'officialisation des activités salariées;
- Améliorer l'accès des agriculteurs familiaux, notamment des femmes et des populations autochtones, aux ressources de production (terres et eau), assurer la propriété foncière en fonction du contexte socioéconomique, et reconnaître la propriété communautaire.
- Assurer l'intégration des agriculteurs familiaux aux marchés locaux et régionaux par le biais des infrastructures, améliorer les processus de production, renforcer les synergies entre les différents programmes de développement social.
- Diversifier les économies locales (par exemple ajouter de la valeur aux produits agricoles, aux produits issus de la sociobiodiversité, aux systèmes agrosylvopastoraux, au tourisme, etc.).
- CEPALC - IICA - FAO 2013

#### ***La voie à suivre: Vision et gouvernance pour la transition vers une alimentation et une agriculture durables***

34. La transition vers des systèmes agricoles et alimentaires durables est tributaire de la décision de millions de producteurs/productrices et de consommateurs. Pour la réaliser, il convient de mettre en place des mesures d'incitation et des conditions qui favorisent une prise de décision cohérente, et d'élaborer des mécanismes qui permettent de déterminer et de gérer les contradictions susceptibles de découler de la réalisation de ces initiatives; par conséquent, il convient de créer des systèmes de gouvernance équitables, efficaces, participatifs, axés sur l'obtention de résultats et l'obligation redditionnelle (FAO 2012). La mise en place de systèmes de ce type concerne différents secteurs de la

politique publique aux niveaux régional, national et local; ainsi, il est crucial d'éclairer la situation politique du point de vue de ses liens intersectoriels actuels et potentiels, afin que ceux-ci puissent être intégrés à des activités de renforcement institutionnel.

35. La communauté internationale définit actuellement les Objectifs de développement durable dans le cadre du programme de l'après-2015 et de Rio+20, et par conséquent, il est important d'élaborer et de mettre en œuvre une vision commune à l'échelle de toute la région - tout en respectant sa diversité - pour faire de la sécurité alimentaire et nutritionnelle une réalité en veillant à préserver l'environnement et les ressources naturelles qui soutiennent la production alimentaire. De la même manière, il est nécessaire de faire progresser la formulation des cadres politiques, des mesures d'incitation et des stratégies qui favorisent la transition vers le développement durable et la transformation progressive des systèmes de production et de consommation alimentaires.

36. Des instances d'intégration régionales comme la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), le Marché commun sud-américain (MERCOSUR), la Communauté andine, la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et le Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA) peuvent se constituer en tribunes de débat politique à l'appui du développement durable et pour promouvoir la coopération Sud-Sud pour la protection des ressources naturelles, l'intensification durable de la production et l'adaptation aux effets du changement climatique dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, des forêts et des pêches et de l'aquaculture.

## Bibliographie

- CEPALC, 2013. Desarrollo sostenible en América Latina y el Caribe. Seguimiento de la agenda de las Naciones Unidas para el desarrollo post-2015 y Rio+20 (LC/G.2577)
- CEPALC, 2012. La sostenibilidad del desarrollo a 20 años de la Cumbre para la Tierra: Avances, brechas y lineamientos estratégicos para América Latina y el Caribe. Santiago du Chili. (LC/L.3363/Rev 1)
- CEPALC-FAO-IICA, 2012. Perspectivas de la agricultura y el desarrollo rural de las Americas 2013. Santiago du Chili.
- CEPALC-FAO-IICA, 2010. Perspectivas de la agricultura y el desarrollo rural de las Americas 2010. Santiago du Chili.
- FAO, 2014. Panorama de la seguridad alimentaria y nutricional en América Latina y el Caribe 2013. Santiago du Chili.
- FAO, 2013a. A common vision and approach to sustainable food and agriculture. Document de travail. Rome.
- FAO, 2013b. Tackling climate change through livestock. A global assessment of emissions and mitigation opportunities.
- FAO, 2013c. L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde. Rome.
- FAO, 2012. Vers l'avenir que nous voulons. En finir avec la faim et engager la transition vers des systèmes agro-alimentaires durables. Rome.
- FAO, 2012a. Pertes et gaspillages alimentaires dans le monde. Rome.
- FAO, 2011. Panorama de la seguridad alimentaria y nutricional en América Latina y el Caribe 2010. Santiago du Chili.
- FAO, 2004. Pagos por servicios ambientales en cuencas hidrográficas rurales. Rome.
- FAO-Brásil, 2014. Políticas Agroambientales en América Latina y el Caribe. Santiago du Chili.
- INPE (Institut brésilien de recherches spatiales), 2014. <http://www.obt.inpe.br/prodes/index.php> (Consultado 12.01.2014)
- PNUE-CEPALC-GRID, 2010. Gráficos Vitales del Cambio Climático para América Latina y El Caribe. Panama/Santiago du Chili.
- GROUPE DE HAUT NIVEAU SUR LA VIABILITÉ MONDIALE DU SECRÉTAIRE DES NATIONS UNIES, 2012. Pour l'avenir des hommes et de la planète: Choisir la résilience. New York: Nations Unies.